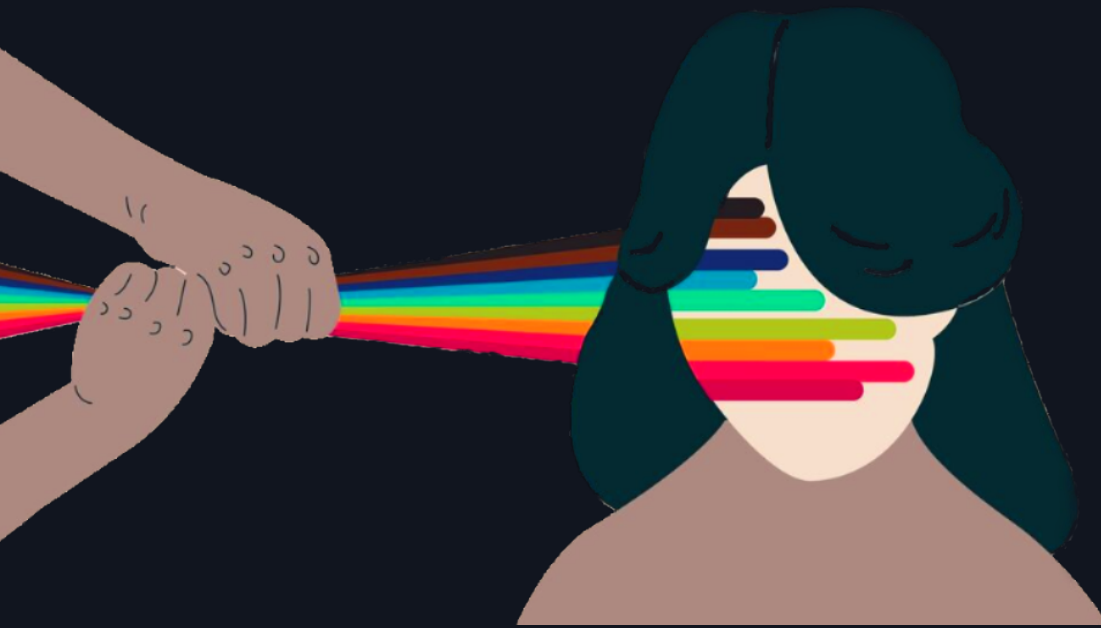


communiqué commune

Thérapies de conversion



A Grave Danger on the Identity, the Social, Psychological and Physical Well-Being of the LGBTQI+ Community in the MENA Region.



Thérapies de conversion : Un grave danger pour l'identité et le bien-être social, psychologique et physique de la communauté LGBTQI+ dans la région MENA.

NOUS, LES ORGANISATIONS ET MOUVEMENTS SOUSSIGNÉS, EXPRIMONS NOTRE PROFONDE INQUIÉTUDE QUANT À LA PROPAGATION DES SOI-DISANT "THÉRAPIES DE CONVERSION" CONTRE LA COMMUNAUTÉ LGBTQI+ DANS LA RÉGION DU MOYEN-ORIENT ET DE L'AFRIQUE DU NORD.

NOUS AFFIRMONS QUE TOUTE TENTATIVE DE DÉFORMER ET EFFACER L'IDENTITÉ, D'INCITER À LA HAINE DE SOI ET DE NIER L'EXISTENCE DES PERSONNES LESBIENNES, HOMOSEXUELLES, BISEXUELLES, TRANSGENRES, QUEER OU INTERSEXUÉES, A DE GRAVES CONSÉQUENCES SUR LEUR BIEN-ÊTRE PHYSIQUE ET PSYCHOLOGIQUE.

Contexte :

Les "thérapies de conversion" sont un terme générique utilisé pour décrire des interventions de natures diverses, toutes basées sur la conviction que l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne peut et doit être corrigée.

Les thérapies de conversion sont pratiquées dans le monde entier, selon un rapport de Victor Madrigal-Bolluz, l'expert indépendant sur la protection contre la violence et la discrimination fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Il a noté que "les pratiques de thérapies de conversion ont lieu dans au moins 68 pays".

Récemment, les appels en faveur de pratiques de thérapies de conversion se sont très largement répandus dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

Ce type de thérapies entraîne de graves dangers envers les personnes concernées, notamment la dépression, l'anxiété et l'isolement. Elles encouragent également la haine de soi. Les personnes qui ont subi cette pratique ont déclaré qu'on leur avait dit que les personnes non hétérosexuelles étaient généralement solitaires, malheureuses, rejetées et désapprouvées par la société. De telles déclarations peuvent générer des comportements suicidaires chez les personnes concernées.

L'homosexualité n'est pas une maladie :

Les pratiques de thérapies de conversion sont basées sur une idée fautive, nuisible et discriminatoire par nature, qui implique que les diversités sexuelles et de genre sont des déséquilibres qui doivent être corrigés. Il s'agit également de pratiques médicales fondées sur l'idée que l'orientation sexuelle et l'identité de genre peuvent être corrigées.

En 1973, [l'Association psychiatrique américaine](#) a retiré l'homosexualité du Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux par un vote collectif de psychiatres. En 1986, l'homosexualité a été définitivement abolie en tant que maladie.

Plus récemment, [l'Organisation mondiale de la santé a décidé](#), en mai 2019, de retirer les questions relatives à la santé des transsexuels de sa liste de maladies mentales, reconnaissant ainsi qu'il ne s'agit "pas réellement d'un problème de santé mentale".

En outre, l'Association américaine de psychiatrie s'est opposée à tout traitement psychologique, comme les thérapies de conversion, car elle se fonde sur l'hypothèse préconçue selon laquelle l'homosexualité / la diversité des genres est en soi un trouble mental, et que l'individu doit changer d'orientation sexuelle.

Comme le souligne [l'American Psychoanalytic Association](#), "Comme pour tout préjugé sociétal, les préjugés contre les individus basés sur l'orientation sexuelle réelle ou perçue, l'identité de genre ou l'expression de genre affectent négativement la santé mentale, contribuant à un sentiment durable de stigmatisation et d'autocritique omniprésente par l'intériorisation de ces préjugés".

[L'American Academy of Child and Adolescent Psychiatry \(AACAP\)](#) affirme qu'il n'y a pas de preuve permettant de soutenir la mise en œuvre d'une "intervention thérapeutique" basée sur le principe que l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou l'expression sexuelle consensuelle peuvent être converties.

L'AACAP confirme que ces "thérapies conventionnelles" manquent de crédibilité scientifique et de bénéfice clinique. En outre, il est prouvé que ces interventions sont nocives. Ainsi, les thérapies de conversion ne doivent être incluses dans aucune thérapie comportementale de santé pour les enfants, les adolescents ou les adultes.

Thérapie conventionnelle et professionnels de la santé :

Les pratiques de thérapies de conversion sont en conflit avec la dignité et l'humanité des individus et de leurs droits, y compris le droit à la vie privée, à l'autodétermination, à l'absence de discrimination et la liberté de ne pas souffrir et de ne pas être maltraité.

Malgré le fait que la plupart des grandes institutions médicales et scientifiques nient l'efficacité et la faisabilité des pratiques de thérapies de conversion, ce comportement reste courant chez un certain nombre de professionnels de la santé, qui pratiquent ce type de thérapies en raison de la discrimination et des préjugés sociétaux répandus à l'encontre des lesbiennes, des gays, des bisexuels, des transsexuels, des intersexués et des personnes queer.

Par conséquent, [l'Association américaine de psychiatrie](#) recommande que "les praticiens éthiques s'abstiennent de toute tentative de changement de l'orientation sexuelle des individus... respectent les identités de ceux qui ont des expressions de genre diverses".

[L'Association européenne de psychothérapie](#) note que "les praticiens doivent être prudents face aux clients/patients qui demandent une thérapie de conversion, car ces demandes masquent souvent d'autres problèmes urgents".

Les médias et les mythes sur l'homosexualité :

Les médias arabes jouent un grand rôle dans la promotion de fausses informations sur l'homosexualité et la diversité liée au genre, et en viennent même à répandre des mythes infondés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

Ils promeuvent les thérapies de conversion en se basant sur des informations imprécises ou non-scientifiques, de fausses affirmations et des attitudes discriminatoires.

Ils contribuent également à l'augmentation et à la diffusion des discours de haine contre la communauté LGBTQI+.

Les thérapies de conversion sont une forme de torture, pas un traitement médical :

La [Convention des Nations Unies contre la torture](#) a conclu que "ces pratiques peuvent constituer des actes de torture ou des traitements cruels, inhumains ou dégradants".

Soumettre des lesbiennes, des gays, des bisexuels, des transgenres, des intersexuels ou des personnes queer à une "thérapie de conversion" est une tentative de changer leur sexualité/identité de genre, découlant de la LGBTQI+phobie, de la haine et de la discrimination, et est considéré comme un crime contre l'humanité.

Nous rejetons et nous opposons à toute forme d'oppression, y compris l'oppression sociale contre de nombreuses identités sexuelles et de genre.

Thérapie de conversion et chartes des droits humains:

Le droit à l'égalité et à la non-discrimination sont deux des principes de base des droits humains, inscrits dans la Charte des Nations unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et les traités relatifs aux droits humains.

Les premiers mots de la Déclaration universelle des droits de l'homme sont sans équivoque : "Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits". La garantie d'égalité et de non-discrimination inscrite dans le droit international des droits humains s'applique à toutes les personnes, quelle que soit leur orientation sexuelle ou leur identité de genre.

Les [organes des Nations unies chargés de l'application des traités relatifs aux droits humains](#) ont exprimé leur inquiétude quant aux pratiques de traitements de conversion. Comme l'a déclaré le rapporteur spécial sur les droits des LGBTQI+ dans [un rapport sur les thérapies de conversion](#) : "Les actions visant à soumettre des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, ou de genres divers à des pratiques de "thérapie de conversion" sont par nature dégradantes, inhumaines et cruelles et créent un risque important de torture. Les États doivent examiner les cas spécifiques à la lumière du cadre international, régional et local sur la torture et les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants".

Nos recommandations :

- **Nous exigeons que les thérapies de conversion soient interdites par les gouvernements du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, car il s'agit d'une forme d'abus qui affecte le bien-être social et psychologique des individus.**
 - **Nous demandons instamment à Victor Madrigal-Borloz, l'expert indépendant des Nations unies sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, d'enquêter sur la question et de publier un rapport élaboré au sujet des thérapies de conversion.**
 - **Nous appelons les professionnel.les de santé qui pratiquent des thérapies de conversion à mettre un terme à cette pratique qui constitue une violation de l'éthique professionnelle et une fraude.**
 - **Nous demandons aux associations de santé mentale et aux syndicats médicaux du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord de dénoncer cette violation flagrante du droit des personnes, et de la considérer comme une forme de torture.**
 - **Nous demandons à la presse écrite et audiovisuelle de cesser de promouvoir des mythes non scientifiques concernant l'homosexualité, la diversité de genre et les traitements de conversion.**
 - **Nous demandons aux plateformes de médias sociaux telles que Facebook, Instagram, Twitter, YouTube de cesser de permettre la promotion de tels mythes sur leurs plateformes, et d'interdire tout contenu permettant à de tels mensonges d'être amplifiés, que ce soit par le biais de systèmes de recommandation des contenus utilisés, ou suite à des pratiques publicitaires ciblées.**
-

Signatories

1. ANKH (Arab Network for Knowledge about Human rights) *Euro-Mediterranean region*
2. ADHEOS – *France*
3. AFRIQUE AVENIR- – *France*
4. ALDARTE LGTBI BILBAO - *España*
5. Alouen - *Algérie*
6. Alwan - *Germany*
7. Alwani Association for Development and Human Rights - *Tunis*
8. Arab Foundation for Freedoms and Equality - *Lebanon*
9. ATYAF Collective for sexual and gender diversity - *Morocco*
10. Bedayaa Organization - *Egypt and Sudan*
11. Egyptian Human Rights Forum - *Egypt*
12. HuMENA for Human Rights and Civic Engagement - *Mean Region*
13. Il Grande Colibrì – *Italy*
14. Initiative franco-égyptienne pour les droits et libertés – *Egypt and France*
15. Le village médical et psychosocial - *Maroc*
16. Mawjoudin initiative for equality - *Tunisia*
17. My.Kali magazine - *The Middle East and North Africa*
18. Nouakchott Solidarity Association NGO - *Mauritanie*
19. Outcasts - *Tunisia*
20. Proud Lebanon- *Lebanon*
21. Rainbow Railroad - *Canada*
22. Rainbow Street - *USA / MENA*
23. Rainbow Sunrise Mapambazuko - *Democratic Republic of Congo*
24. Roots Lab - *Morocco*
25. SAQFE Collective - *Morocco*
26. Solidarité Internationale LGBTQI+ – *France*
27. Transat - *MENA*
28. Women's center for guidance and legal awareness - *Egypt*

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Taha METWALLY (Anglais,Arabe): email; t.Metwally@ankhfrance.org. Twitter: @taha_radi
or Nicolis GILLES (Anglais, Français): email; N.Gilles@ankhfrance.org.